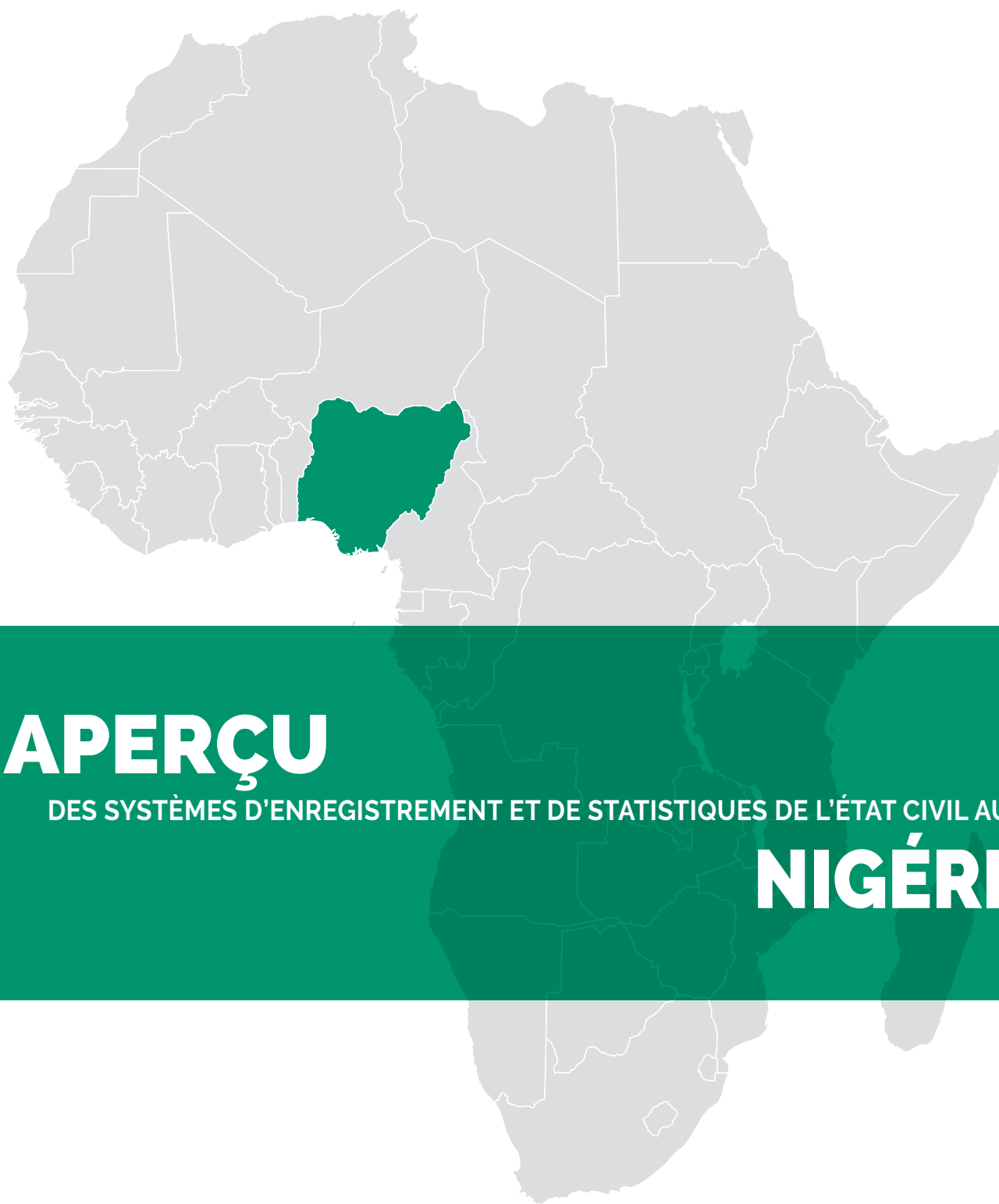




LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems



APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

NIGÉRIA



ECA

Information sur le programme

À propos du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Situé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de ressources et de connaissances qui appuie activement les efforts nationaux visant à renforcer les systèmes ESEC. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

À propos du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des groupes de réflexion, des organisations régionales et des ministères des pays en développement, afin d'y favoriser la croissance, de réduire la pauvreté et d'impulser des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Cette publication a été rédigée par Jacob Zewoldi, consultant auprès du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa, ON Canada 1 Tel 1 613-236-6163
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2019

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Basé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI, ou de son Conseil des gouverneurs.

Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref aperçu sur le pays	2
Performances des systèmes d'ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Interopérabilité avec d'autres secteurs et fonctionnement	7
Système d'établissement des statistiques de l'état civil	7
Statistiques de l'état civil	7
Causes de décès	7
Numérisation	8
Informatisation	8
Application de la technologie mobile	8
Initiatives d'amélioration et soutien externe	9
Plan d'amélioration et budget	9
Appuis des partenaires de développement	10
Propositions visant à améliorer la coordination des activités	10
Ressources	11
Sites Web	11
Matériels supplémentaires	11
Conclusion	12
Notes de fin	13

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil (ESEC) du Nigéria.

Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par la Commission nationale pour la population et le ministère fédéral de la Santé, en décembre 2018, et complétés par une revue documentaire. Le rapport présente le contexte du pays, les indicateurs choisis qui sont pertinents pour les processus d'amélioration des systèmes d'ESEC, les activités des parties prenantes ainsi que les ressources disponibles et nécessaires au renforcement des systèmes d'ESEC et à leur coordination, entre autres.

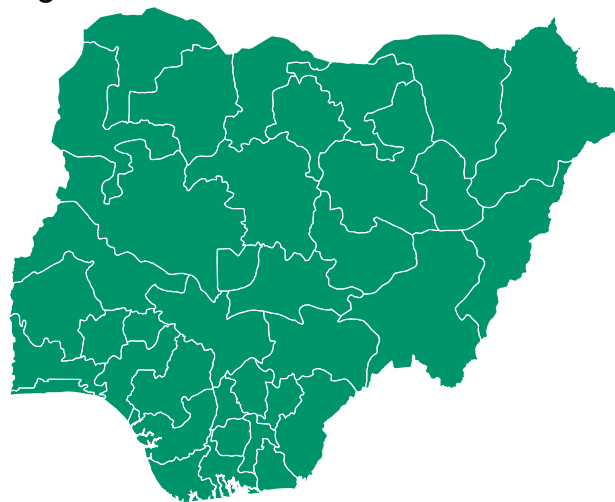
Bref aperçu sur le pays

Le Nigéria est un pays situé en Afrique de l'Ouest. Il partage une frontière avec le Bénin à l'Ouest, le Cameroun et le Tchad à l'Est et le Niger au Nord. Il possède un littoral sur l'océan Atlantique. Sa superficie totale est de 923 768 mètres carrés¹. La topographie du Nigéria est variée. Le Sud est constitué de basses terres qui s'étendent jusqu'aux collines et aux plateaux dans la partie centrale du pays. Il y a des montagnes au sud-est tandis que le Nord est principalement constitué de plaines².

Le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique, avec une population annuelle d'environ 196 millions d'habitants en milieu d'année en 2018 et un taux annuel moyen de 2,58 % de croissance démographique (2015 à 2020)³. Parmi les pays les plus peuplés, le Nigéria se classe au septième rang³. En 2018, environ la moitié des Nigériens étaient des citadins.

- Capitale : Abuja
- Langue de travail officielle : Anglais
- Ministère responsable de l'état civil : Présidence

Nigéria

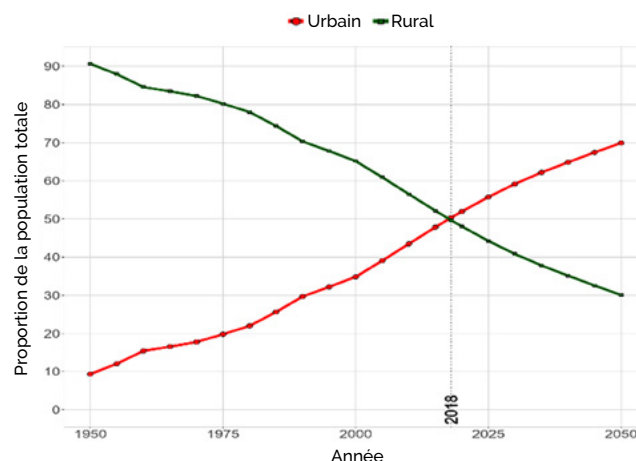


Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

- Organisme d'enregistrement des faits d'état civil : Commission nationale pour la population (National Population Commission [NPopC])
- Bureau national de la statistique : Bureau national des statistiques (National Bureau of Statistics [NBS])

Le Nigéria est une République fédérale comportant 36 États autonomes et un territoire de la capitale fédérale. Chaque état est divisé en zones de gouvernement local (Local Government Areas [LGA]). Il y a actuellement 774 LGA.

Figure 1 : Pourcentage de la population en milieu urbain et rural



Source : © Nations Unies, 2018. DAES, Division de la population. Avec l'autorisation de Creative Commons, Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO).

Performances des systèmes d'ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ⁴	30 % (2017) ⁵
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été signalée comme ayant été déclarée auprès d'une autorité civile	46,8 % (2016-2017) ⁶
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	43 % (2016-2017) ⁶
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	65,8 % (2016-2017) ⁶
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an ⁷	64 % (2016) ⁸
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	39 (2016) ⁸
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	5,4 (2016) ⁸
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	109 (2016) ⁹
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	44 % (2017) ¹⁰

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès ⁴	10 % (2017) ⁵
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	12 % (2016) ⁸
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	65 (2017) ¹¹
Taux de mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	100 (2017) ¹¹
Taux de mortalité maternelle – rajusté (pour 100 000 naissances vivantes)	814 (2015) ¹²

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées avant l'âge de 15 ans	28 % (2016-2017) ⁶
Proportion de femmes âgées de 20 à 49 ans qui étaient mariées avant l'âge de 18 ans	43 % (2016-2017) ⁶
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible ¹³
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

La Commission nationale pour la population (National Population Commission [NPopC]) a pour mandat d'établir et de maintenir un mécanisme d'enregistrement continu et universel des naissances et des décès à l'échelle du pays en vertu de la loi CAP 67 I de la Commission de la fédération du Nigéria. La Commission est l'un des organes exécutifs mentionnés à l'article 153 de la Constitution de 1999, dans sa version modifiée. La Commission est chargée, notamment, des recensements et des sondages, de l'enregistrement des faits d'état civil, de la migration, etc. La promulgation de la loi sur l'enregistrement obligatoire des naissances et des décès, etc. n° 69 de 1992 (*Compulsory Registration of Births and Deaths etc. Act No 69 of 1992*) donnait à la Commission nationale pour la population le pouvoir d'enregistrer les faits d'état civil des citoyens, des non-Nigériens et des réfugiés. La loi habilite également la Commission à établir des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil à l'échelle du pays. Les faits d'état civil mentionnés dans la loi sont les naissances vivantes, les décès, les morts, les naissances, les mariages et les divorces¹⁴. Le mandat de la Commission a été renforcé et reconnu davantage en vertu de l'article 24 de l'annexe 3 de la Constitution de 1999 de la République fédérale du Nigéria.

La loi sur l'enregistrement des faits d'état civil exige que l'enregistrement des naissances soit fait dans les 60 jours et que celui des décès soit fait dans les 48 heures. La loi est obligatoire et exige une pénalité pour l'enregistrement en retard, mais elle n'est pas appliquée.

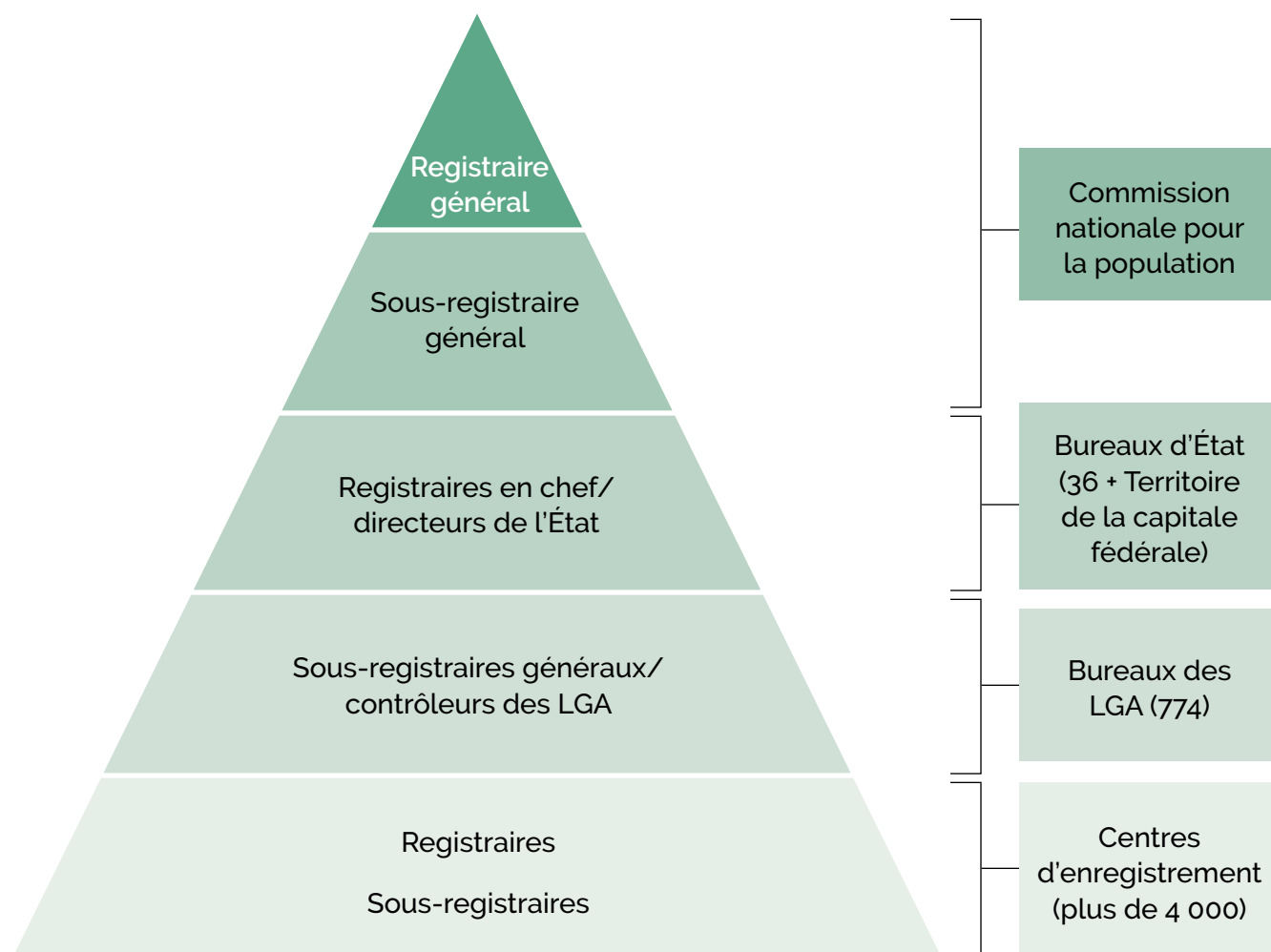
Gestion, organisation et fonctionnement

Au Nigéria, le système d'ESEC est centralisé. La NPopC, en tant qu'organisme de réglementation du gouvernement, est dirigée par un président qui est le registraire général. Les responsabilités du registraire général (président, NPopC) sont énumérées dans la partie II, article 2, du règlement sur l'enregistrement des naissances, des décès, des mariages, etc. de 1996 (*Birth, Death, Marriages, etc [Registration] Regulations 1996*). Elles comprennent notamment : a) appliquer les dispositions de la Loi; b) émettre des directives générales quant à l'enregistrement des naissances et des décès à toutes fins nécessaires pour la mise en œuvre efficace de la Loi; c) coordonner et unifier les activités d'enregistrement des représentants de l'État qui participent à la mise en œuvre des dispositions de la Loi et du présent Règlement; d) dans l'exécution de l'alinéa c) du présent Règlement, émettre des directives à l'intention du registraire en chef de chaque État de la fédération et du territoire de la capitale fédérale, Abuja, en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions en vertu de la Loi et du présent Règlement; e) signaler toute violation aux dispositions de la Loi ou de toute loi ou de tout fait couvert par le présent Règlement; f) exercer d'autres fonctions que la Commission peut, à l'occasion, conférer.

La hiérarchie en matière d'enregistrement des faits d'état civil est la suivante :

- **Sous-registraire général** : Il dirige le service de l'enregistrement des faits d'état civil et surveille les activités du système d'enregistrement à l'échelle du pays.
- **Registraire en chef** : Chaque État dispose d'un registraire en chef, également appelé directeur de l'État, qui supervise le système dans les LGA. Le registraire en chef coordonne le système d'enregistrement et transmet des rapports mensuels et annuels au registraire général.
- **Sous-registraire en chef** : Le sous-registraire en chef, également appelé contrôleur, est l'agent responsable du système d'enregistrement des faits d'état civil des LGA. Il coordonne et supervise au moins cinq centres d'enregistrement sous sa direction et fait rapport au directeur de l'État.
- **Registraire** : Il s'agit de l'agent qui enregistre les faits d'état civil et qui émet des certificats dans les centres d'enregistrement locaux.

Figure 2 : Hiérarchie en matière d'enregistrement des faits d'état civil au Nigéria



Mécanismes nationaux de coordination des systèmes d'ESEC

La collaboration et la coordination sont faibles entre les principales parties prenantes des systèmes d'ESEC. Cette situation a contribué à l'inefficacité et à la duplication des efforts dans les domaines de l'enregistrement des faits d'état civil, du traitement des données, de l'accès, de l'utilisation et de l'établissement de rapports parmi les parties prenantes. Le plan stratégique prévoit les activités suivantes pour améliorer la coordination et la collaboration parmi les services, les ministères et les organismes :

- établir un mécanisme bien défini et officiel en matière de communication, de coordination et de collaboration souples entre le service responsable des statistiques de l'état civil des organismes de la NPopC comme le NBS, les Services d'immigration du Nigéria, la Commission nationale de planification, la Commission électorale nationale indépendante, la police, les autorités sanitaires, les organisations religieuses, les groupes de la société civile, la Commission nationale de gestion de l'identité, etc.;
- organiser des séances annuelles interactives avec le Comité de l'Assemblée nationale sur les lois et les politiques en matière de population et de systèmes d'ESEC;
- collaborer avec le ministère fédéral de la Santé afin de créer un comité permanent de codage de CIM à l'échelle des établissements de santé publique.

Les protocoles d'entente (PE) sont des outils importants pour la coordination. La NPopC a signé un PE avec le ministère fédéral de la Santé qui oblige tous les établissements de santé au sein des États et des LGA à appuyer l'enregistrement des faits d'état civil qui se produisent dans leurs

établissements et à fournir les enregistrements au registraire local aux fins d'enregistrement et de certification. Il existe un PE semblable entre la NPopC et le ministre fédéral de l'Éducation pour améliorer l'intégration des processus d'enregistrement des faits d'état civil dans le secteur de l'éducation.

Centres d'enregistrement à l'échelon administratif

Il y a un registraire pour chaque centre d'enregistrement dont la zone desservie se compose d'un groupe de localités, couvrant les collectivités et les établissements de santé. Dans les processus d'avis et d'enregistrement, le registraire est appuyé par des personnes importantes au niveau local telles que des dirigeants traditionnels, des chefs religieux, des chefs de circonscription, des aînés de village, des fournisseurs de soins de santé et d'autres. Au total, il y a 4 000 centres locaux de services d'enregistrement au pays.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

Selon les estimations fournies par la NPopC, la distance moyenne maximale qu'un informateur doit parcourir pour enregistrer un fait d'état civil au bureau local d'enregistrement est d'environ cinq kilomètres. Cette distance peut être effectuée en moins d'une heure à pied.

L'enregistrement est gratuit pour tous les faits. Des certificats sont émis gratuitement pour les naissances si elles sont déclarées dans les 60 jours, tel qu'il est stipulé dans le Règlement. Des certificats sont fournis gratuitement pour les décès s'ils sont enregistrés dans les 48 heures. Des pénalités sont perçues pour les enregistrements tardifs.

Enregistrement des faits d'état civil

La NPopC offre actuellement les services d'enregistrement pour les naissances vivantes, les mortinaissances et les décès. Les définitions de ces faits d'état civil sont conformes aux recommandations internationales. La NPopC n'a pas encore commencé l'enregistrement des mariages et des divorces.

Situation des naissances non enregistrées

Au Nigéria, il y a un stock considérable des faits d'état civil non enregistrés. La NPopC estime le stock des naissances non enregistrées à 70 %. UNICEF participe à l'enregistrement des enfants de moins de cinq ans.

Interopérabilité avec d'autres secteurs et fonctionnement

Les liens entre le système d'enregistrement des faits d'état civil, le système de santé et d'identification nationale et d'autres sont, actuellement et réellement, très faibles. Le plan stratégique d'amélioration des systèmes d'ESEC de 2019-2022 vise à fournir un système de gestion des données sur le système d'ESEC qui est robuste, efficient, efficace et intégré à chaque niveau du système de gouvernance au moyen d'interactions avec d'autres bases de données institutionnelles nationales telles que la Commission nationale de gestion de l'identité, la NPopC, le ministère fédéral de la Santé, les Services d'immigration du Nigéria et d'autres.

Système d'établissement des statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

Le service d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil de la NPopC est responsable de la collecte et de la diffusion des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil. Le dernier rapport publié a porté a couvert la période 1994-2007« *Report on Livebirths, Deaths and Stillbirth Registration in Nigeria (1994-2007)* »¹⁵.

Causes de décès

Le formulaire d'enregistrement des décès, le *Death Registration Form D1*, est rempli par un registraire local et permet de recueillir des renseignements sur l'attestation de décès et la cause de décès. Un extrait du formulaire D1 est présenté ci-dessous. Le formulaire s'applique tant aux décès dans les établissements de santé qu'au décès dans la collectivité.

Le manuel sur l'enregistrement des naissances et des décès qui est fourni à chaque registraire mentionne qu'un praticien qui a accompagné une personne lors de sa dernière maladie au centre médical ou à la maison doit fournir à un informateur une déclaration ou un certificat médical pour l'enregistrement du fait auprès du bureau du registraire. La cause de décès, telle qu'elle est

Figure 4 : Extrait du formulaire D1

13. a) Le décès est-il attesté par un docteur en médecine? Oui/Non

b) Cause du décès _____

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

déclarée dans le certificat, doit être inscrite sur le formulaire d'enregistrement du décès et dans les registres, ainsi que les codes précis.

Catégories et codes des causes de décès

Accidents et blessures	01
Accouchement et grossesse	02
Complications, fièvre	03
Troubles digestifs	04
Troubles de l'appareil respiratoire	05
Troubles du système nerveux central	06
Troubles de l'appareil de circulation sanguine	07
Autres affections	08
Sénilité	09
Troubles de l'appareil urinaire	10
VIH/sida	11

Source : Manuel sur les naissances et les décès de la NPopC

Le Nigéria est sur le point de mettre en œuvre les autopsies verbales (AV) afin de déterminer les causes probables de décès qui se produisent dans les collectivités. Le ministère fédéral de la Santé, en collaboration avec les parties prenantes pertinentes, est en train de réviser les lignes directrices et outils en matière de surveillance des décès maternels et néonataux et de riposte (SDMR) pour faire en sorte que la surveillance des décès maternels et néonataux et la riposte soient axées sur la collectivité (SDMNRC), afin que tous les décès néonataux qui surviennent dans un secteur géographique précis, que ce soit à la maison ou en chemin vers un établissement, soient enregistrés. Le registraire de la NPopC fait partie du Comité de la SDMNRC.

Numérisation

Informatisation

L'enregistrement des naissances et des décès au Nigéria s'effectue sur papier dans tous les centres d'enregistrement à l'échelon administratif le plus bas. Au niveau régional, les renseignements sont entrés dans la base de données nationale, mais ce processus est très lent, ce qui crée donc un niveau élevé des enregistrements non traités.

Application de la technologie mobile

Depuis janvier 2011, la NPopC met en œuvre une plateforme pour téléphone mobile appelée RapidSMS pour la surveillance des données sur l'enregistrement des naissances et des mises à jour en temps réel, centre par centre, ainsi que sur l'établissement de rapports sur ces données. Le système a été conçu pour repérer rapidement les écarts en ce qui a trait à l'enregistrement et pour encourager la prise de mesures appropriées¹⁶.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les modèles d'enregistrement et de certificat des faits d'état civil ne sont pas disponibles en ligne.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Plan stratégique

L'évaluation de la situation actuelle des systèmes d'ESEC au Nigéria a été entreprise en deux étapes. Tout d'abord, une évaluation rapide a été utilisée en 2012, ce qui a donné un aperçu de l'efficacité de l'ensemble des systèmes d'ESEC au Nigéria. Il y a ensuite eu une évaluation globale, menée de décembre 2013 à juillet 2014, pour enquêter en profondeur sur les faiblesses et les forces des systèmes d'ESEC. Le Plan d'action stratégique national sur les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil a d'abord été élaboré en 2014 pour la période de 2015 à 2019. Ce travail a été effectué par la NPopC, en partenariat avec UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Commission Économique pour l'Afrique (CEA). Il a été révisé en 2016 pour couvrir les cinq années allant de 2018 à 2022. Le plan a été approuvé par le gouvernement fédéral en 2017.

Allocations budgétaires et besoins

- Besoins budgétaires totaux pour 2019 : Le budget de 2019 du gouvernement n'a pas encore été alloué par l'Assemblée nationale.
- L'allocation budgétaire prévue provient de subvention du gouvernement.
- L'appui de partenaires du développement se fait en espèces et en nature : UNICEF est l'organisme principal qui appuie depuis plusieurs années l'amélioration du système d'enregistrement des faits d'état civil du Nigéria. En 2018, UNICEF a appuyé la NPopC à hauteur de 300 000 USD (107 654 351 nairas). L'organisme a également fourni environ 31 000 documents imprimés pour les activités d'enregistrement, 40 rames de formulaires d'enregistrement des naissances B1 et 609 000 livrets de certificats de naissance.

La NPopC n'a pas pu fournir de ventilation des coûts, car les lignes de budget des secteurs prioritaires mentionnées ici sont liées à d'autres activités dans le plan stratégique. En 2018, l'allocation prévue du gouvernement pour toutes les activités était de 2 500 000 USD (c.-à-d. 900 000 000 nairas), y compris les secteurs prioritaires.

Activités indiquées dans le plan national actuel comme étant des priorités de premier plan

Secteurs prioritaires du plan stratégique ayant un financement insuffisant	Coût estimé	Allocation prévue du gouvernement
Environnement politique et juridique	Non disponible	Non disponible
Portée et exhaustivité des pratiques d'enregistrement des faits d'état civil	Non disponible	Non disponible
Attestation de décès et cause de décès	Non disponible	Non disponible
Pratiques relatives au codage de la mortalité	Non disponible	Non disponible
Gestion des données	Non disponible	Non disponible

Appuis des partenaires de développement

Organisations internationales

Type de soutien

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) Le soutien technique et financier pour l'évaluation des systèmes d'ESEC et l'élaboration du plan d'action stratégique en matière de systèmes d'ESEC de 2018-2020; l'enregistrement des enfants de moins de cinq ans, fournit un soutien pour une campagne médiatique continue et pour le renforcement des capacités des fonctionnaires de l'enregistrement, y compris les travailleurs de la santé et les directeurs d'école.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) Le soutien technique et financier pour l'évaluation des systèmes d'ESEC et l'élaboration du plan d'action stratégique en matière de systèmes d'ESEC de 2018-2020; la formation quant à la collecte et à l'analyse des causes de décès

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) La collecte et à la publication des statistiques de l'état civil.

Les partenaires du développement qui ont apporté un soutien à l'initiative d'amélioration des systèmes d'ESEC et qui continuent de le faire sont dessous. Autres partenaires inclus la Banque mondiale, l'Union européenne, l'Organisation internationale pour les migrations et Plan international

Propositions visant à améliorer la coordination des activités

La NPopC a souligné que la coordination était un élément clé dans le contexte du système national d'ESEC. Voici quelques suggestions qu'elle a formulées pour améliorer les modalités de travail des parties prenantes nationales et des partenaires du développement.

Parties prenantes nationales des systèmes d'ESEC

- Organiser des réunions périodiques avec les parties prenantes;
- Informar les parties prenantes à chaque étape des activités d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil;
- Organiser régulièrement des séminaires et des ateliers à l'intention des parties prenantes.

Parties prenantes nationales et partenaires du développement

- Organiser des réunions trimestrielles avec tous les partenaires du développement et les parties prenantes des systèmes d'ESEC;
- Transmettre les rapports sur les systèmes d'ESEC à tous les partenaires du développement à des fins d'examen;
- Demander l'avis des partenaires du développement relativement à la voie à suivre pour les activités des systèmes d'ESEC.

Ressources

Sites Web

- Commission nationale pour la population (NPopC) : <http://population.gov.ng/>
- Bureau national des statistiques (NBS) : <http://www.nigerianstat.gov.ng/>
- UNICEF – Nigéria : <https://data.unicef.org/country/nigeria/>
- OMS – Nigéria : <https://www.who.int/countries/nga/fr/>
- OMS – Afrique : http://www.aho.afro.who.int/profiles_information/index.php/Main_Page?lang=fr

Matériels supplémentaires

- The Nigerian Civil Registration and Vital Statistics System: Contexts, Institutions, Operation (en anglais seulement)
- Maduekwe, N.I., Banjo, O.O. et M.O. Sangodapo, 2017. The Nigerian Civil Registration and Vital Statistics System: Contexts, Institutions, Operation (en anglais seulement). Social Indicators Research (2017). 134: 651. <https://doi.org/10.1007/s11205-016-1448-5>
- Maduekwe, N., Olufunmilayo, B. et M. Sangodapo, 2016. The Nigerian Civil Registration and Vital Statistics System: Contexts, Institutions, Operation (en anglais seulement). Social Indicators Research. 10.1007/s11205-016-1448-5. https://www.researchgate.net/publication/308280653_The_Nigerian_Civil_Registration_and_Vital_Statistics_System_Contexts_Institutions_Operation
- Makinde et coll., 2016. Trends in the completeness of birth registration in Nigeria: 2002–2010 (en anglais seulement). DEMOGRAPHIC RESEARCH, 35(12), p. 315 à 338. [pdf] Disponible à : <https://www.demographic-research.org/volumes/vol35/12/35-12.pdf>
- Akande, T.M. et O. O. Sekoni. 2005. A Survey on Birth and Death Registration in a Semi-Urban Settlement in Middle-Belt Nigeria (en anglais seulement). European Journal of Scientific Research, vol. 8, n° 2, 2005.
- Williams, A. O. 2014. Assessment of the completeness of births and deaths registration in an urban Nigerian community (en anglais seulement). African Population Studies, vol. 27, 2 Supp (mars 2014)

Conclusion

L'approbation du Plan d'action stratégique national sur les systèmes d'ESEC de 2018-2022 reflète l'engagement du gouvernement fédéral d'améliorer le contexte du système d'ESEC au Nigéria. L'appui des partenaires du développement à l'élaboration du plan démontre également leur intérêt de voir un système fonctionnel dans une période précise. Voici d'autres forces de l'initiative d'amélioration des systèmes d'ESEC : loi sur l'enregistrement obligatoire et universel des faits d'état civil, mandat et structure solides de la NPopC pour obtenir le système d'ESEC fonctionnel voulu à l'échelle du pays, parmi d'autres forces.

Les principaux défis de la mise en œuvre du plan stratégique seraient d'obtenir à temps les ressources financières et techniques suffisantes. La volonté affirmée ci-dessus doit se traduire en mesures. Des efforts de mobilisation importants à tous les niveaux sont indispensables pour que l'offre et la demande du système fonctionnent bien. Le Nigéria possède un potentiel élevé, car

le gouvernement investit dans les nouvelles technologies. Des lois et des règlements rigoureux sont requis pour bâtir un système viable et le cadre réglementaire existant doit être examiné de temps en temps. La NPopC doit profiter de ces progrès pour passer d'un système d'enregistrement sur papier à un système numérique. Il est essentiel d'enregistrer les mariages et les divorces et de produire des statistiques sur ces faits. Les liens entre différents secteurs, en particulier avec la gestion de l'identité et l'utilisation de numéros d'identification uniques, doivent être étudiés et mis en œuvre le plus rapidement possible. La NPopC doit mettre au point une séparation claire et un mécanisme approprié pour traiter des données importantes et continues sur les faits d'état civil afin de produire des données fiables sur les statistiques de l'état civil et les causes de décès. Le système existant RapidSMS est un bon investissement qui doit être renforcé et appliqué largement.

Notes de fin

- 1 Nations Unies, *Annuaire démographique 2017*, ST/ESA/STAT/SER.R/47, 2018, https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/products/dyb/dyb_2017/#French.
- 2 Wikipedia, *Geography of Nigeria*, https://en.wikipedia.org/wiki/Geography_of_Nigeria.
- 3 Nations Unies, *World Population Prospects: The 2017 Revision, Volume I: Comprehensive Tables*, Division de la population, 2017, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf.
- 4 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée, habituellement une année. Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway (2016).
- 5 Commission nationale pour la population (NPopC), questionnaire rempli par la NPopC en janvier 2019.
- 6 Bureau national des statistiques (NBS) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Multiple Indicator Cluster Survey 2016-17, Survey Finding Report*, Abuja, Nigéria : Bureau national des statistiques et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2017, <https://www.unicef.org/nigeria/sites/unicef.org/nigeria/files/2018-09/Nigeria-MICS-2016-17.pdf>.
- 7 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 8 UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2017*, 2017, <https://www.unicef.org/french/sowc2017/>.
- 9 Banque mondiale, *Taux de fertilité chez les adolescents*, 2018, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/sp.ado.tfrt>.
- 10 Nations Unies, *World Population Prospects: Volume II: Demographic Profiles*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, 2017b, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-II-Demographic-Profiles.pdf.
- 11 United Nations Inter-Agency Group for Child Mortality Estimation (UN IGME), *Total Under-5 Mortality Rate, Infant Mortality Rate and Neonatal mortality database 2018*, 2018, <http://www.childmortality.org/>.
- 12 *World Health Statistics 2016: monitoring health for the SDGs (sustainable development goals)*, https://www.who.int/gho/publications/world_health_statistics/2016/en/.
- 13 NBS, *Social Statistics in Nigeria: 2012, 2013*, [https://nigerianstat.gov.ng/elibrary?queries\[search\]=](https://nigerianstat.gov.ng/elibrary?queries[search]=).
- 14 *Births, Deaths, etc. (Compulsory Registration) Act*, No. 69, 1992, <https://lawsofnigeria.placng.org/laws/B9.pdf>.
- 15 Commission nationale pour la population, *Report on Livebirths, Deaths and Stillbirths Registration in Nigeria (1994-2007)*, 2008, http://www.ibenaija.org/uploads/1/0/1/2/10128027/report_on_birth-death-stillbirth-registration.pdf.
- 16 UNICEF, *Nigeria – Using RapidSMS for Birth Registration, 2012*, consulté le 22 mars 2019, <http://unicefstories.org/2012/10/17/nigeria-using-rapidsms-for-birth-registration/>.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca